

**Zeitschrift:** Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier  
**Herausgeber:** Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier  
**Band:** 36 (2020)  
  
**Artikel:** L'éphémère Église du peuple de La Chaux-de-Fonds (1916-1920) : une organisation au service des socialistes chrétiens de Suisse romande  
**Autor:** Fontannaz, Clément  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-880815>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 19.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# L'ÉPHÉMÈRE ÉGLISE DU PEUPLE DE LA CHAUX-DE-FONDS (1916-1920): UNE ORGANISATION AU SERVICE DES SOCIALISTES CHRÉTIENS DE SUISSE ROMANDE

CLÉMENT FONTANNAZ

Aujourd'hui, deux groupes d'hommes surtout travaillent à réaliser [la paix] : les Chrétiens et les Socialistes, [il faut donc] faire cesser le malentendu qui les sépare.»<sup>1</sup> C'est par ces mots que Pierre Reymond<sup>2</sup>, militant au sein du groupe des socialistes chrétiens de Neuchâtel, résume la mission que se sont donnée les membres de la Fédération romande des socialistes chrétiens (FRSC). Inspiré du mouvement du Deuxième Réveil, né au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle dans les pays européens et nord-américains, ce courant souhaite prendre en considération les nouvelles problématiques liées à l'émergence de la classe ouvrière, à ses conditions de vie et à sa déchristianisation<sup>3</sup>. À ce sujet, l'historien Peter d'Alroy Jones souligne le fait que «les socialistes chrétiens de toutes confessions ont été confrontés, en tant que chrétiens, au même grand dilemme d'une société industrialisée : l'éloignement des masses de la religion organisée»<sup>4</sup>. Cette prise de conscience, nous la retrouvons même dans les plus hautes sphères de l'Église

---

<sup>1</sup> Pierre Reymond, «L'espoir du monde», *L'Espoir du monde*, 9<sup>e</sup> année, n° 4, avril 1916, préambule.

<sup>2</sup> Pierre Reymond est né en 1891 et décède en 1977. Il entre au comité de la Fédération romande des socialistes chrétiens le 18 avril 1915, lors du congrès national de la fédération, à Neuchâtel. Il occupe le poste de secrétaire de la section neuchâteloise (cantonale). Il rédige plusieurs articles dans le journal des socialistes chrétiens francophones : *L'Espoir du monde*, et donne des conférences en qualité de professeur. *L'Espoir du monde* (en ligne : gallica.bnf.fr), *L'Essor*, *La Sentinelle* et *La Suisse libérale* (en ligne : www.e-newspaperarchives.ch).

<sup>3</sup> Klauspeter Blaser, «Le Christianisme social avant le socialisme chrétien», *Autres Temps, Cahiers d'éthique sociale et politique*, n° 61, 1999, p. 79.

<sup>4</sup> «Christian socialists of all denominations faced, as Christians, the same major dilemma of an industrialized society: the alienation of the masses from organized religion», in Peter d'Alroy Jones, *Christian Socialist Revival, 1877-1914*, Princeton, Princeton University Press, 2015, p. 4.

catholique, avec l'encyclique *Rerum novarum* du pape Léon XIII en 1891<sup>5</sup>. Elle est l'aboutissement d'une décennie de questions sociales et ouvrières soulevées par les milieux catholiques. Cependant, le mouvement chrétien-social ne penche pas du côté des socialistes, mais donne naissance au syndicalisme chrétien et aux partis démocrates-chrétiens – en Allemagne et en Italie, surtout. De plus, certaines de ses thèses sont même épousées par les partis conservateurs populaires<sup>6</sup>. Le mouvement chrétien-social qui, parfois, peut être d'accord avec les socialistes plus modérés s'oppose néanmoins aux formes radicales.

Ce n'est pas nécessairement le cas du socialisme chrétien, qui plonge ses racines dans un autre terreau, celui de la France de 1830. En effet, c'est alors que Philippe Buchez<sup>7</sup> commence à esquisser un programme dont l'objectif est d'obtenir «la réalisation sociale du christianisme sous forme d'un socialisme»<sup>8</sup>. Sa doctrine est basée sur la démocratie républicaine, la prise en charge des besoins de base de la population par l'État, la création d'associations, de groupements à tous les niveaux de la société et une forme d'autogestion ouvrière en matière économique. Si Philippe Buchez est catholique, il faut néanmoins noter que c'est au cœur du protestantisme – notamment anglo-saxon, et plus précisément dans les courants *dissenters*<sup>9</sup> – que se forment les premiers penseurs du socialisme tels que John Malcolm Ludlow, Frederick Denison Maurice<sup>10</sup> et Charles Kingsley. En Allemagne, le pasteur Blumhardt adhère en 1888 au parti socialiste SPD, perd ses titres et droits de pasteur et se fait élire député au Landtag du Wurtemberg de 1900 à 1906<sup>11</sup> sous l'étiquette socialiste. En France, ce sont le pasteur Élie Gounelle et le professeur de théologie Wilfred Monod qui fondent en décembre 1908 l'Union des socialistes chrétiens (USC)<sup>12</sup>. Une étape

<sup>5</sup> Markus Rohner, «Mouvement chrétien-social», in *Dictionnaire historique de la Suisse*, 2008 (en ligne).

<sup>6</sup> Olivier Meuwly, «Parti démocrate-chrétien (PDC)», in *Dictionnaire historique de la Suisse*, 2018.

<sup>7</sup> Armand Cuvillier, *Philippe Buchez et les origines du socialisme chrétien*, Paris, Presses universitaires de France, [coll.] Centenaire de la révolution de 1848, 1948.

<sup>8</sup> Klauspeter Blaser, «Le Christianisme social...», p. 80.

<sup>9</sup> *Ibid.*

<sup>10</sup> Frederick Denison Maurice (1805-1872) a été professeur à l'université de Cambridge.

<sup>11</sup> Klauspeter Blaser, «Le mouvement Blumhardt et le socialisme religieux en Suisse et en Allemagne», *Autres Temps*, n° 63, 1999, p. 63.

<sup>12</sup> Klauspeter Blaser, «Élie Gounelle et Wilfred Monod, chefs de file français du socialisme chrétien», *Autres Temps*, n° 66, 2000, p. 74.

est franchie, car le mouvement socialiste chrétien n'est plus nommément rattaché aux partis sociaux-démocrates. Cependant, deux tendances s'opposent sur cette question : d'un côté, Élie Gounelle et Wilfred Monod ne veulent pas de l'adhésion aux partis traditionnels, de l'autre Paul Passy appelle les socialistes chrétiens à adhérer à la SFIO en France<sup>13</sup>.

Le mouvement romand apparaît après 1908 et change de nom à partir de 1914, lors du congrès d'Orbe<sup>14</sup>, pour devenir la FRSC. La nouvelle fédération compte près de 120 membres<sup>15</sup>. Malgré l'influence des nouveaux penseurs suisses alémaniques du socialisme chrétien, le professeur de théologie Leonhard Ragaz et le pasteur Karl Barth, l'organisation romande se développe de manière autonome. Une situation qui n'empêche pas une certaine proximité avec les *Religiöse Sozialisten* de Ragaz, et l'ouverture des colonnes de leur revue *Neue Wege* aux militants de la FRSC<sup>16</sup>.

Les discours ne suffisent plus aux membres de la fédération et ils cherchent d'autres moyens d'agir au sein du mouvement. Il faut souligner que s'il existe plusieurs Églises dans le canton de Neuchâtel, l'Église nationale du canton et l'Église évangélique neuchâteloise indépendante, aucune des deux ne convient aux socialistes chrétiens. La première – l'Église nationale – est organiquement liée à l'État cantonal, et ce malgré une laïcisation progressive de l'État après l'arrivée des radicaux au pouvoir en 1848<sup>17</sup>. C'est « ainsi que naquirent ce que Richard Bäumlín – professeur d'histoire du droit – appelle des “Églises

<sup>13</sup> Mathieu Dürrleman, « L'Union des socialistes chrétiens et F. Dürrleman », in *Itinéraires socialistes chrétiens. Jalons sur le christianisme social hier et aujourd'hui (1882-1982)*, Genève, Labor et Fides, 1983, p. 35.

<sup>14</sup> Klauspeter Blaser, « Du christianisme social au socialisme chrétien », *Autres Temps*, n° 62, 1999, p. 82.

<sup>15</sup> « Informations des groupes », *L'Espoir du monde*, 7<sup>e</sup> année, n° 3, mars 1914, pp. 47-48.

<sup>16</sup> Peter Aerne, *Religiöse Sozialisten, Jungreformierte und Feldprediger: Konfrontationen im Schweizer Protestantismus (1920-1950)*, Zurich, Chronos, 2006.

<sup>17</sup> Le processus de laïcisation n'entend pas une rupture entre l'Église et l'État, mais plutôt une réappropriation par l'État des prérogatives de l'Église – état civil, salariat des fonctionnaires ecclésiastique et enseignement (1872) – sans toutefois remettre en question la morale protestante et la prédominance de la connaissance biblique dans le canton. Il ne faut pas voir, ici, un anticléricalisme forcené comme c'est le cas en France. Voir Jean-Marc Barrelet, *Histoire du canton de Neuchâtel. La création d'une République de la révolution de 1848 à nos jours*, Neuchâtel, Éditions Amphip-Presses universitaires suisses, 2002, tome 3, pp. 27-29.



d'État de la démocratie radicale" »<sup>18</sup>. Ce processus d'étatisation de l'Église provoque une rupture au sein de celle-ci, et en 1873 naît l'Église évangélique neuchâteloise indépendante, qui se distingue par son opposition à la théologie jugée trop libérale de l'Église nationale et son inféodation à l'État cantonal<sup>19</sup>. Enfin, les Églises dites libres ne sont pas nées sur les cendres de débats théologiques, mais plutôt dans l'élan des mouvements issus du Réveil au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Leurs membres prônent « une foi individuelle et avec une piété qui s'exprimait dans des activités sociales et missionnaires ; ces tendances s'opposèrent de plus en plus à l'Église officielle et l'indifférence religieuse et se teintèrent de séparatisme. Le conflit du Réveil avec le radicalisme politique, qui visait à démocratiser les structures des Églises officielles, fut à l'origine de séparations plus ou moins marquées »<sup>20</sup>. C'est dans ce sillage que fut fondée en 1947 l'Église évangélique libre du canton de Vaud. Le caractère social de ces nouvelles Églises ne doit pas faire perdre de vue qu'elles restent assez conservatrices à de très rares exceptions près.

Face à cette situation, les socialistes chrétiens de La Chaux-de-Fonds cherchent à se doter d'une Église qui serait à l'image de leurs convictions socialistes, et décident, sous la houlette du jeune pasteur Jules Humbert-Droz, de fonder une nouvelle Église en juillet 1916, appelée *l'Église du peuple*. Son étude constituera le corps de notre travail, car aucune recherche n'a été menée à ce jour sur le sujet. De plus, Jules Humbert-Droz ne l'évoque qu'en peu de mots dans ses mémoires. Un état des sources est difficile à évaluer ; nous avons dû étudier le fonds d'archives de l'ancien pasteur chaux-de-fonnier et lire les articles de *La Sentinelle* et de *L'Espoir du monde* pour glaner des informations sur le sujet. Nous ferons le lien très fréquemment entre l'Église du peuple, la FRSC et l'USC. Nous verrons de quelle manière cette Église du peuple a été fondée à la suite de la crise morale des socialistes et des chrétiens au milieu de la Grande Guerre. Quelles étaient les conceptions du socialisme et du christianisme que véhiculaient l'Église du peuple et les socialistes chrétiens ? Dans quelle mesure était-elle un organe de propagande socialiste à La Chaux-de-Fonds ? Comment

<sup>18</sup> Christoph Winzeler, « Églises nationales », in *Dictionnaire historique de la Suisse*, 2008.

<sup>19</sup> Heinz Rüegger, « Églises évangéliques réformées », in *Dictionnaire historique de la Suisse*, 2006.

<sup>20</sup> Marc van Wijnkoop Lüthi, « Églises libres », in *Dictionnaire historique de la Suisse*, 2004.

s'organisait-elle ? Pourquoi les révolutions russes firent-elles voler en éclat cette organisation ? Pour répondre à ces problématiques, nous avons construit notre travail à partir d'un plan thématique en trois parties : en premier lieu, nous nous attacherons à étudier les fondements idéologiques de l'Église du peuple et plus généralement des socialistes chrétiens romands ; puis nous évoquerons le mode d'organisation de l'Église ; enfin, nous observerons les polémiques et les ruptures qui existèrent au sein du mouvement socialiste chrétien romand à partir de 1917 concernant les révolutions russes et la violence révolutionnaire.

### **De la paix au combat contre l'injustice : une propagande socialiste**

#### *Refus et critique de l'armée : le cas Humbert-Droz*

Jules Humbert-Droz définissait l'armée comme une institution qui « tue la vie morale, la vie chrétienne à sa racine, en étant l'école du meurtre ; l'homme apprend là à mépriser la vie humaine, à la détruire »<sup>21</sup>.

Durant le congrès des socialistes chrétiens romands à Neuchâtel, sur le thème du pacifisme, Pierre Cérésolle<sup>22</sup> défend les actes de Jules Humbert-Droz, accusé d'injure à l'armée<sup>23</sup>. Une campagne se met alors en place pour demander la libération du pasteur. La justice militaire lui reproche d'avoir écrit dans *La Sentinelle* – journal socialiste neuchâtelois – des mots crus envers l'armée. Le pasteur appelle l'armée une « organisation de bandits », et les soldats « des instruments de meurtre d'une brutalité de cosaque ». Des propos qui font écho à la répression par les troupes de la cavalerie d'une manifestation socialiste et pacifiste le dimanche 20 mai 1917, devant le Grand Temple de La Chaux-de-Fonds, faisant suite à l'arrestation puis la libération le 19 mai 1917

<sup>21</sup> Jules Humbert-Droz, « Armée, Démocratie et Conscience », *L'Espoir du monde*, n° 4, 9<sup>e</sup> année, avril 1916, p. 64.

<sup>22</sup> Né à Lausanne le 17 août 1879 et mort le 23 octobre 1945 à Lutry (VD), Pierre Cérésolle est un ingénieur suisse et enseignant, qui dès 1916 mène diverses activités pacifistes. Imprégné de morale chrétienne, ses combats portent la marque du christianisme social et du socialisme chrétien. Il cofonde en 1920 le Service civil international, organisme qui lutte pour la reconnaissance des objecteurs de conscience. Voir Marc Perrenoud, « Pierre Cérésolle », in *Dictionnaire historique de la Suisse*, 2005.

<sup>23</sup> Archives fédérales suisses (AFS), Fonds de la surveillance policière, E5330/01#1000/894#6286, Lettre de l'avocat Jean Roulet au grand juge de Neuchâtel, 2 juin 1917.

au soir par les manifestants de Paul Graber, le chef socialiste<sup>24</sup>. C'est à cette occasion que la militante ouvrière chrétienne et socialiste Lucie Ablitzer prend la parole. Un acte qui lui vaudra d'être vilipendée par la presse conservatrice et radicale, et même d'être la cible de l'ironie du pasteur Paul Pettavel<sup>25</sup>. Les ennuis de Lucie Ablitzer coïncident avec l'arrestation de Jules Humbert-Droz, mais les deux faits n'auront pas le même retentissement. S'il y a une tentative d'éviter son expulsion du territoire helvétique en qualité d'étrangère – elle est de nationalité française – force est de constater que la campagne pour Jules Humbert-Droz est plus massive.

Plusieurs membres de l'Église du peuple écrivent à la justice neuchâteloise, comme Alice Dubois qui envoie une missive « en qualité de membre de l'Église du peuple »<sup>26</sup> aux autorités. Elle demande une grâce concernant la peine à laquelle Jules Humbert-Droz a été condamné, à savoir trois mois de prison et deux ans de privation de ses droits politiques et civiques. Les chefs d'accusation sont l'incitation à la haine, l'injure envers l'armée et la diffamation. La militante socialiste chrétienne se réfère à « l'article 232 du code pénal militaire »<sup>27</sup>, celui-là même qui évoque les questions de grâce et d'amnistie. Elle l'adresse directement au général de l'armée suisse Ulrich Wille<sup>28</sup>. Si certains camarades défendent Jules Humbert-Droz, ses propos ne font pourtant pas l'unanimité au sein des socialistes chrétiens romands. Une poignée de membres – l'ancien pasteur ne donne jamais les noms – tonnent qu'il « manquait de charité chrétienne envers les sabreurs »<sup>29</sup> et l'accusent d'avoir pris uniquement le parti des victimes. D'autres vont plus loin encore et « remettaient en cause [ses] principes de non-violence ».

<sup>24</sup> *Ibid.* Voir aussi Marc Perrenoud, « Charles Naine, Paul Graber et les luttes internationalistes des socialistes neuchâtelois pour la paix (1914-1916) », *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 32, 2016.

<sup>25</sup> Marc Perrenoud, « Militante ouvrière puis missionnaire outre-mer : le parcours de Lucie Ablitzer (1900-1945), de La Chaux-de-Fonds à Madagascar », *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 33, 2017, p. 177.

<sup>26</sup> AFS, FSP, E5330/01#1000/894#6286, Lettre d'Alice Dubois au Major Huber, 4 octobre 1917.

<sup>27</sup> DFJ, *Code pénal militaire suisse*, en ligne.

<sup>28</sup> Formé à l'école prussienne, Wille est germanophile et particulièrement hostile au mouvement ouvrier. Il n'hésite pas faire appel à la troupe en 1917 et 1918 pour réprimer les manifestations. Rudolf Juan, « Ulrich Wille », in *Dictionnaire historique de la Suisse*, 2013.

<sup>29</sup> Jules Humbert-Droz, *Mon évolution du tolstoïsme au communisme, 1891-1921*, Neuchâtel, La Baconnière, (Mémoires, tome I), 1969, p. 253.

À côté de ces actions individuelles, nous trouvons des luttes collectives. C'est ainsi que les socialistes chrétiens sont appelés à participer « à la manifestation habituelle du “dimanche rouge”, pour bien clamer [leur] mépris du meurtre collectif et des massacres patriotiques »<sup>30</sup>, aux côtés des sociaux-démocrates et des jeunesses socialistes de la région ; les tâches sont, du reste, partagées, car pour la manifestation du 1<sup>er</sup> septembre 1918 les orateurs sont Jules Humbert-Droz, socialiste chrétien et jeune socialiste, et les camarades Warmbrodt de Bienne. Le pasteur prend la parole, alors qu'il est sous le coup de nouvelles condamnations. Il fait entendre la voix à la fois des socialistes chrétiens et des jeunesses socialistes en exhortant les jeunes à ne pas servir dans l'armée. Il en appelle aux principes chrétiens, l'unique voie possible pour mener une politique révolutionnaire. Les socialistes chrétiens ne se contentent pas de haranguer la foule sur les sujets de la guerre et de l'antimilitarisme, ils s'impliquent également dans les combats sociaux. On en veut pour preuve le manifeste que signent les socialistes chrétiens et les membres de l'Église du peuple, concernant la votation du 29 et 30 mars 1919 sur l'allocation d'une subvention de 10 000 francs par la Commune de La Chaux-de-Fonds à l'Union ouvrière de la ville. Les auteurs insistent sur le fait que les ouvriers « ont besoin d'être conseillés, guidés, renseignés sur les lois et arrêtés qui les protègent, défendus et soutenus dans leurs démarches [car certains] se découragent et perdent les bénéfices des lois sociales parce qu'ils sont empruntés devant une démarche à faire ou une simple lettre à écrire, parce qu'ils s'adressent à un mauvais bureau et ignorent une partie de leurs droits »<sup>31</sup>. Et ils rappellent qu'ils se font un devoir de ne pas se « désintéresser de cette question, ni d'aucune autre concernant la chose publique. [Leur] cœur et [leur] conscience doivent guider [leur] décision », et d'ajouter qu'il « est nécessaire de prendre leur [aux ouvriers] défense et de les guider ; c'est du travail de solidarité et de fraternité bien compris ». En conclusion de ce manifeste, les socialistes chrétiens donnent acte de leurs intentions, montrer que « [leur] Christianisme n'est pas une parade du dimanche ou un simple amas de bonnes paroles ; par [leur] vote, [ils veulent] un acte d'entre-aide et de fraternité vraie ». Chaque action est à la fois politique et religieuse chez les socialistes

<sup>30</sup> « Le Locle », in *La Sentinelle*, 34<sup>e</sup> année, n° 201, 31 août 1918, p. 2, en ligne sur [e-newspaperarchives.ch](http://e-newspaperarchives.ch).

<sup>31</sup> « Aux électeurs chrétiens », *L'Impartial*, 39<sup>e</sup> année, n° 11 750, 25 mars 1919, p. 3 (en ligne : [www.doc.rero.ch](http://www.doc.rero.ch)).

chrétiens, et indissociable l'une de l'autre ; elles se complètent dans leur projet révolutionnaire.

*Dans la Bible, les principes révolutionnaires*

Les socialistes chrétiens puisent dans la Bible les principes révolutionnaires et socialisants. Dans *L'Espoir du monde*, Lucien Bujard, militant lausannois, exhorte les chrétiens à chercher en premier « le royaume de Dieu et sa justice (justice économique y comprise) et tout le reste [leur] sera donné par-dessus »<sup>32</sup>. La justice sociale sur terre et l'amour du Seigneur sont les chemins qui mènent au salut de l'âme dans les cieux. C'est du moins ce que prêche Jules Humbert-Droz lors de ses prédications. Par exemple, il fait référence aux « temps où la croyance du diable eut plus d'importance que la force de Dieu »<sup>33</sup>, critiquant ainsi les anciennes prédications chrétiennes qui jouaient sur les peurs. Un temps qui n'est pas tout à fait révolu, car « aujourd'hui encore [pour bien] des chrétiens le salut, le but de la vie chrétienne n'est que la délivrance du feu et des griffes du diable ». Les marchands de peur sont dénoncés et accusés de favoriser l'immobilisme, puisque la peur paralyse les pauvres. Au contraire, le pasteur conclut son prêche en disant que « l'amour pour Dieu » et « la croyance en une vraie foi » sont les seuls moteurs de la justice sociale. Pour souligner son propos, il évoque trois passages de la Bible<sup>34</sup> : l'évangile selon Jean, chapitre III, versets 14 à 18 ; l'épître de Paul aux Galates, chapitre IV, versets 1 à 20 ; le premier livre des Rois, chapitre IX, versets 9 à 14. Ces passages ont en commun de dénoncer l'idolâtrie, l'argent, et le fourvoiement des fidèles. Tous prônent un amour et une croyance sans faille en Dieu et en son peuple. Dans ces versets, il est également affirmé que l'esclavage n'est pas accepté par Dieu. L'Homme doit être libre sur terre et connaître un seul maître au ciel. La figure du Seigneur devient à la fois celle du protecteur des faibles et le libérateur des esclaves. Donc, pour être dans la vraie foi, il faut croire en l'amour et en la justice. La Bible devient sous la plume et dans les discours des socialistes chrétiens une arme révolutionnaire et une critique de l'ordre capitaliste et de ses soutiens : l'Église fourvoyée.

<sup>32</sup> Lucien Bujard, « L'Église aux abois », *L'Espoir du monde*, n° 4, 9<sup>e</sup> année, avril 1916, p. 66.

<sup>33</sup> Fonds Jules Humbert-Droz, Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds : VCH-BVFSF, JHD n°05449, Prédication du pasteur Jules Humbert-Droz, 1917.

<sup>34</sup> Il se réfère sans doute à la traduction de Louis Segond [1880], Paris, Société biblique française, 1910.



*La critique de l'immobilisme et du dogmatisme*

La critique de l'immobilisme comme théologie ou principe ne s'applique pas seulement aux chrétiens, elle est également dirigée contre les sociaux-démocrates réformistes et partisans de l'Union sacrée.

Dans son article « Sacrifice ! » publié dans *La Sentinelle*, Jules Humbert-Droz fait une analogie entre le sacrifice des premiers chrétiens et celui auquel les socialistes de 1914 auraient dû consentir pour empêcher la guerre. Le pasteur reprend à son compte la martyrologie chrétienne de l'Église primitive. Il appuie son propos en argumentant que « grâce au sacrifice [...] le christianisme primitif a dompté le monde romain. Les pêcheurs ignorants d'un petit pays pauvre finirent par imposer leur religion au grand empire dont ils étaient vassaux »<sup>35</sup>. Le pasteur porte aux nues « les esclaves romains qui réussirent à imposer leur foi à leurs maîtres et jusqu'à la cour impériale », et « leur force – là encore – fut le martyre ». Mais il met en garde son lectorat, et plus largement les socialistes, sur les conséquences d'un manque de sacrifice et une forme d'immobilisme. Il reprend l'exemple du christianisme en soulignant que « dès que l'Église primitive eut vaincu par le sacrifice, elle cessa d'être la grande force spirituelle de l'humanité ». Cette impuissance morale, Jules Humbert-Droz la rattache également à la hiérarchisation des institutions « lorsqu'elle [l'Église] s'organisa, devint puissante, grandiose et riche ». Le même mal ronge les socialistes : il rappelle que « l'Internationale [socialiste] a grandi grâce à ces milliers de sacrifices », mais que « la génération des martyrs passait, le sacrifice n'était plus nécessaire. L'organisation pouvait se faire au grand jour et elle devint grande – de la même manière que l'Église chrétienne. Mais la génération des organisateurs perdit l'habitude du sacrifice ; la flamme révolutionnaire primitive s'éteignit ». Avant d'ajouter que « le grand moteur de l'humanité, la force génératrice de progrès, n'est pas l'organisation. C'est l'esprit qui anime un mouvement ». Un discours souvent repris par les socialistes chrétiens, et qui mêle à la fois le projet d'une gouvernance horizontale de la société et l'exaltation romantique de la révolution. Ils sont de ce fait des héritiers du courant anarcho-tolstoïen. Jules Humbert-Droz critique le fait que certains chrétiens et certains socialistes ont oublié leurs convictions de départ, dont l'Union sacrée est l'illustration la plus claire. Par conséquent, pour l'ancien pasteur

---

<sup>35</sup> Jules Humbert-Droz, « Sacrifice ! », in *La Sentinelle*, 32<sup>e</sup> année, n° 62, 15 mars 1916, p. 1.



et une partie des socialistes chrétiens, «l'Internationale n'a pas failli sur le terrain politique, son grand déficit est moral. Elle n'a pas eu la force d'aller au martyre pour ses idées. Elle a sauvé son organisation, elle a perdu son idéal».

Dans une autre prédication datée de 1917, Jules Humbert-Droz se livre au même réquisitoire contre ceux qui au sein du socialisme et du christianisme ont choisi la guerre plutôt que la paix<sup>36</sup>. Il appelle à «boycotter» les Églises qui prêchent «pour les marchands de canons et la finance» et «contre les pauvres et les ouvriers». Et il termine son propos en argumentant que la défection des bancs de l'église par le prolétariat est en partie causée par la méconnaissance des pasteurs, souvent issus de «l'élite et de la bourgeoisie», du monde ouvrier et du mouvement socialiste. Il accuse le clergé d'endogamie et de reproduction sociale.

Sur ce point, Jules Humbert-Droz est un cas atypique en Suisse. Bien qu'il existe des professeurs et pasteurs qui prônent des thèses socialistes ou du moins socialisantes, bien peu ont des idées aussi radicales sur la théologie et la politique que lui. Son cousin lui adresse même une lettre dans laquelle il le félicite de s'être «débarrassé des préjugés dans lesquels se complaisent [ses] collègues théologiens» et d'insister sur le fait qu'il a «été l'unique pour marcher en avant de tous, [qu'il a] refusé de suivre l'ornière, [ses] sacrifices et [ses] convictions [lui] interdisant de masquer la vérité aux foules»<sup>37</sup>. C'est sur le même ton que la militante Alice Dubois écrit au général Ulrich Wille en déclarant que «pour la première fois [elle a] vraiment compris ce qu'était la religion du christ»<sup>38</sup> au sein de l'Église du peuple; et de rajouter qu'elle a «l'impression qu'il [Jules Humbert-Droz] suit les prescriptions du christ». Ces discours dithyrambiques traduisent néanmoins une attente chez certains socialistes chrétiens, celle de voir émerger une Église qui lie à la fois les fondements du christianisme et ceux du socialisme. C'est ce que va s'efforcer de faire Jules Humbert-Droz en créant l'Église du peuple.

<sup>36</sup> VCH-BVFSP, JHD n°05456, Prédication de Jules Humbert-Droz, 1917.

<sup>37</sup> VCH-BVFSP, JHD n°06048, Lettre de Jean Troué à Jules Humbert-Droz, 7 août 1916.

<sup>38</sup> AFS, FSP, E5330/01#1000/894#6286, Lettre d'Alice Dubois au général Ulrich Wille, 9 septembre 1917.

## Une Église populaire en concurrence avec les Églises institutionnelles chaux-de-fonnières

*Proposer un service sacerdotal et social proche des Églises traditionnelles*

Jules Humbert-Droz assume les fonctions « de pasteur de l'Église du peuple »<sup>39</sup> de « manière bénévole ». C'est lui qui est, entre autres, chargé de dispenser le culte dominical. Il est la figure du « bon berger »<sup>40</sup>, comme le souligne un membre de l'Église du peuple. Il doit également s'occuper des baptêmes, étape importante dans la vie d'un chrétien. Cependant, sur ce point, il a une position assez tranchée : il refuse le baptême juvénile et préfère le baptême à l'âge adulte. Du reste, nous n'avons pas trouvé trace dans ses archives d'acte de baptême prononcé au cours de son ministère.

Les cultes dominicaux se déroulent à la chapelle du collège industriel de La Chaux-de-Fonds ou au cercle ouvrier de La Chaux-de-Fonds<sup>41</sup>. Si leur réunion est très irrégulière entre juillet 1916 et janvier 1918<sup>42</sup> – trois fois officiellement – il en va tout autrement pour la période entre janvier 1918 et septembre 1919, car le culte se tient 22 fois<sup>43</sup>, et de manière assez régulière. Les deux condamnations de Jules Humbert-Droz entre 1916 et 1917 et ses activités au sein des jeunesses socialistes n'y sont sûrement pas étrangères. Quant à l'horaire des cultes, il ne varie que très peu, c'est entre 20 heures et 20 heures 45<sup>44</sup>. Il faut noter que si Jules Humbert-Droz assure presque l'ensemble des cultes, il est néanmoins remplacé deux fois par le pasteur Paul Pettavel<sup>45</sup>, alors proche de la FRSC sans en être pourtant membre, et une fois par le camarade vaudois Ernest Gloor, le dimanche 9 septembre 1917<sup>46</sup>, qui fait un exposé sur « les idées du pasteur Fallot et la religion de la solidarité ». Thomas Fallot est un pasteur français qui théorisa le socialisme protestant à la fin des

<sup>39</sup> AFS, FSP, E5330/01#1000/894#6286, Recours en cassation de Jules Humbert-Droz, 19 août 1917.

<sup>40</sup> VCH-BVFSP, JHD n°00011, Lettre de l'Église du peuple à Jules Humbert-Droz, 10 septembre 1917.

<sup>41</sup> *La Sentinelle*, janvier 1918 à septembre 1919.

<sup>42</sup> *La Sentinelle*, juillet 1916 à décembre 1917.

<sup>43</sup> *La Sentinelle*, janvier 1918 à septembre 1919.

<sup>44</sup> *La Sentinelle*, juillet 1916 à septembre 1919.

<sup>45</sup> Les dimanches 14 juillet et 15 septembre 1918. Paul Pettavel est également rédacteur en chef de *La Feuille du dimanche*, un journal social-chrétien.

<sup>46</sup> VCH-BVFSP, JHD n°00011, Lettre de l'Église du peuple à Jules Humbert-Droz, 10 septembre 1917.

années 1870<sup>47</sup>. Grand féministe, il se tourne au début des années 1880 vers le monde ouvrier et crée l'éphémère *Cercle socialiste de la libre pensée chrétienne*. Cependant, ces actions eurent très peu d'échos à l'époque, car les protestants auraient été trop prudents et les socialistes trop révolutionnaires<sup>48</sup>. L'attrait de la théorie chez Thomas Fallot est peut-être à l'origine du « résumé très intéressant, [et] très clair » d'Ernest Gloor, mais qui restait trop « théorique [et] un peu abstrait »<sup>49</sup>.

En plus des activités culturelles, l'Église du peuple mène un travail d'éducation religieuse à travers les écoles du dimanche ou écoles bibliques. Nous trouvons dans les archives onze réunions de cette école entre juin 1918 et septembre 1919<sup>50</sup>. Cependant, nous ne pouvons pas connaître la nature des débats ni les thèses abordées, car les archives n'ont pas été conservées par Jules Humbert-Droz. Les enfants ne sont pas les seuls visés, l'Église du peuple propose pour les adultes des conférences : par exemple, un cycle de conférences est organisé du 22 au 25 octobre 1918<sup>51</sup>. L'intitulé général est le « Photo-drame de la création », et se déroule dans la chapelle de Villeret. L'exposition comprend 400 tableaux en couleur, et chaque conférence porte sur un sujet précis : *Création et origine de la terre* ; *Israël et ses prophètes* ; *La vie de Christ. Son œuvre* ; *La véritable Église*. Le fil conducteur du programme est l'histoire du christianisme, une manière pour les socialistes chrétiens de s'inscrire dans la longue histoire du christianisme, et ainsi se poser en héritier de l'Église primitive.

Parallèlement à son travail éducatif, l'Église du peuple participe à des « bonnes œuvres », comme lors de « la souscription en faveur des veuves et orphelins victimes de l'épidémie »<sup>52</sup> de grippe en août 1918, où elle donne de l'argent avec d'autres organisations : « l'Église nationale, l'Église indépendante, l'Église nationale allemande, l'Église catholique romaine, l'Église catholique chrétienne, la communauté israélite, l'Union ouvrière, la loge maçonnique et Pour les amis des

<sup>47</sup> Deux ouvrages : *Les pauvres et l'évangile* et *Qu'est-ce qu'une Église ? Chapitre de christianisme pratique*.

<sup>48</sup> Jean Baubérot, « Fallot, Thomas », in Pierre Gisel, *Encyclopédie du protestantisme*, Genève et Paris, Labor & Fides et Presses universitaires de France, 2<sup>e</sup> édition, 2006, p. 488.

<sup>49</sup> VCH-BVFSP, JHD n°00011, Lettre de l'Église du peuple à Jules Humbert-Droz, 10 septembre 1917.

<sup>50</sup> *La Sentinelle*, juin 1918 à septembre 1919.

<sup>51</sup> *La Sentinelle*, 34<sup>e</sup> année, n° 244, 21 octobre 1918, p. 3.

<sup>52</sup> *Ibid.*, n° 177, 3 août 1918, p. 2.

pauvres»<sup>53</sup>. En dehors de ces oboles, l'Église du peuple vient en aide aux caisses de solidarité des grévistes au cours de la grève générale de novembre 1918<sup>54</sup>.

L'Église du peuple essaie de calquer une partie de son fonctionnement sur celui des autres Églises pour que le fidèle puisse, ainsi, retrouver un environnement qu'il connaît. Le deuxième enjeu pour l'Église du peuple est de créer un cercle de sociabilité au sein de cette micro-communauté.

### *L'Église du peuple et les socialistes chrétiens : des cercles de sociabilité*

L'Église du peuple souhaite devenir un cercle de sociabilité pour ses fidèles en proposant, notamment, des activités hors du champ culturel. Par exemple, des soirées sont organisées chez ses membres. C'est dans ce cadre que les Delachaux-Meylan invitent des camarades à partager une «soirée familiale et d'étude»<sup>55</sup> biblique à leur domicile le 30 décembre 1918. Quelque temps plus tard, les membres de l'Église sont conviés à une soirée au foyer musical abstinent de La Chaux-de-Fonds<sup>56</sup>. Notons que, lorsque l'Église programme une soirée en dehors des lieux d'habitation, elle le fait dans des établissements qui ne servent pas d'alcool. La lutte contre l'immoralité et l'alcoolisme sont des chevaux de bataille du socialisme chrétien. Cependant, tous les membres de l'Église ne sont pas abstinents.

En prolongement des soirées entre camarades, les socialistes chrétiens et l'Église du peuple organisent des pique-niques à la campagne, tels que la sortie au communal de La Sagne, le dimanche 8 juin 1919, en dessus de la gare de la Corbatière, à 5 kilomètres de La Chaux-de-Fonds. Le programme de la journée est détaillé ainsi : une «soupe communiste» est proposée aux participants, les invités doivent venir «munis d'une assiette et des cuillères», le départ est fixé à 10 heures et un culte est rendu dans la prairie. Nous constatons que, s'il existe bien un caractère ludique à ces sorties, il n'en reste pas moins que l'aspect

<sup>53</sup> «Appel à la population», *L'Impartial*, 38<sup>e</sup> année, n° 11 558, 3 août 1918, p. 4.

<sup>54</sup> *La Sentinelle*, novembre 1918. À ce sujet, nous invitons le lecteur à se référer à : Collectif, «La grève générale de 1918 – Crise, conflits et controverses (Der Landesstreik 1918 – Krisen, Konflikte, Kontroversen)», *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier* et *Traverse, Zeitschrift für Geschichte*, hors-série, 2018, (en ligne : [www.e-periodica.ch](http://www.e-periodica.ch)).

<sup>55</sup> «Groupe socialiste chrétien», *La Sentinelle*, 34<sup>e</sup> année, n° 298, samedi 23 décembre 1918, p. 4.

<sup>56</sup> «Église du peuple», *La Sentinelle*, 35<sup>e</sup> année, 7 juin 1919, p. 2.





Partie de campagne des socialistes chrétiens de La Chaux-de-Fonds, 1917. Au premier plan, assis, Ernest Gloor<sup>57</sup> ; derrière, à droite du drapeau, Jules Humbert-Droz.  
Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds.

culturel de ces journées n'est pas oublié. Dans toutes les actions il y a une dimension politique, sociale et spirituelle. Nous retrouvons là une caractéristique de la sociabilité ouvrière qui se développe et trouve son apogée dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Ces parties de campagne révèlent également les faibles moyens que pouvaient avoir les organisations ouvrières désireuses de proposer elles aussi des activités de loisir à leurs membres.

### *Le faible écho de l'Église du peuple*

D'un point de vue institutionnel, l'Église du peuple est très isolée, car elle n'entretient aucune relation avec les autres Églises institutionnalisées. Et peu d'Églises souhaitent avoir à faire à elle. Néanmoins, des liens existent avec l'Église libre de Lausanne, animée par Hélène Monastier, membre du groupe lausannois des socialistes chrétiens.

<sup>57</sup> Né le 14 novembre 1893 à Lausanne et mort le 30 mai 1964 à Lausanne, Ernest Gloor est un des fondateurs de la Fédération romande des socialistes chrétiens. Membre du Parti socialiste dès 1915, il est également président des Jeunesses socialistes de 1916 à 1918. En 1918, il est condamné à 3 mois de prison par le tribunal militaire pour des propos séditions lors de la grève de novembre 1918. Diplômé de médecine en 1920, Ernest Gloor reste au Parti socialiste jusqu'en 1939, date à laquelle il est exclu pour avoir publiquement soutenu Léon Nicole. Voir Gilbert Marion, « Ernest Gloor », in *Dictionnaire historique de la Suisse*, 2005.

De plus, des tentatives d'œuvrer avec les *Étudiants de la Bible*<sup>58</sup>, dont Jenny Perret-Gentil – future épouse de Jules – loue le travail<sup>59</sup>, et avec l'Église évangélique neuchâteloise, indépendante de l'État, sont opérées, mais aucune n'aboutit. Jules Humbert-Droz reçoit même une lettre de l'Église évangélique neuchâteloise lui signifiant une fin de non-recevoir concernant la signature d'un manifeste contre la vente d'armes factices pour les enfants<sup>60</sup>. Ainsi, le président Auginbuhl et le secrétaire Paul Jaccard de l'Église évangélique écrivent que « La majorité de [nos] membres pensent que semblable manifestation [...] sera interprétée comme une attaque contre [la] patrie et la nécessité de la défense nationale » dans le contexte de la guerre<sup>61</sup>. Un exemple qui nous montre que l'Église du peuple est pratiquement la seule, en Suisse, à défendre des positions à la fois chrétiennes, socialistes et pacifistes.

Cette audience réduite est également le fruit de la faible implantation des socialistes chrétiens dans la région chaux-de-fonnière et en Suisse romande en général<sup>62</sup>. En 1914, la nouvelle *Fédération romande des socialistes chrétiens* compte 120 membres<sup>63</sup> pour l'ensemble de la Suisse romande. Les groupes se composent de la manière suivante : « 18 membres à Genève ; 21 à Lausanne ; 36 à La Chaux-de-Fonds – qui est de loin le plus important ; 7 au Locle ; 14 à Sonvilier ; 16 à Saint-Imier – l'ancien siège de la Fédération jurassienne ; et 5 à Neuchâtel – ville bourgeoise et de tradition calviniste ». Ainsi, Le Locle, La Chaux-de-Fonds et le vallon de Saint-Imier sont les bastions du socialisme chrétien en Suisse romande et ils représentent près du tiers des effectifs. Ces chiffres ne permettent pourtant pas à l'Église du

---

<sup>58</sup> Il s'agit d'un courant religieux fondé par le pasteur Charles Taze Russel (1852-1916) en 1870, d'inspiration adventiste. Une scission intervient entre 1916 et 1920 avec d'un côté les tenants de la ligne officielle, et de l'autre, ceux qui veulent ériger une nouvelle Église. Ceux-là donneront naissances aux Témoins de Jéhovah : voir Bernard Blandre, « Russel et les Étudiants de la Bible (1870-1916) », *Revue de l'Histoire des religions*, tome 187, n° 2, 1975, pp. 181-199.

<sup>59</sup> Jenny Perret-Gentil, « Avis aux chrétiens », *La Sentinelle*, 34<sup>e</sup> année, n° 132, 12 juin 1918, p. 4.

<sup>60</sup> VCH-BVFSP, JHD n° 00008, Lettre de l'Église évangélique neuchâteloise à Jules Humbert-Droz, 11 décembre 1917.

<sup>61</sup> *Ibid.*

<sup>62</sup> Jean-François Martin, *La Fédération romande des socialistes chrétiens : évocation historique*, Lausanne, Fédération des socialistes chrétiens, [coll.] L'Espoir du monde, bulletin des socialistes chrétiens de langue française, 1997, p. 32.

<sup>63</sup> « Listes des membres de l'USC », *L'Espoir du monde*, 7<sup>e</sup> année, n° 3, mars 1914, pp. 47-48, en ligne sur gallica.bnf.fr.



peuple de se développer beaucoup dans la région, et elle reste à l'état groupusculaire. Dans une lettre adressée à Jules Humbert-Droz le 10 septembre 1917, l'auteur fait état de « 14 participants »<sup>64</sup> au culte dominical de la veille. Une situation qui ne s'améliore pas avec les dissensions qui se font jour au sein des socialistes chrétiens concernant l'attitude à adopter face aux nouvelles révolutions russes.

## **L'Église du peuple et les socialistes chrétiens à l'épreuve des révolutions russes**

### *L'enthousiasme des premiers temps de la révolution russe*

Dans ses mémoires, Jules Humbert-Droz écrit qu'au cours du V<sup>e</sup> congrès de la Fédération romande des socialistes chrétiens, les 12 et 13 mai 1918, il est décidé de « rompre avec Paul Passy »<sup>65</sup> car ce dernier serait « devenu depuis 1914 nationaliste, partisan de la guerre » et « un opposant à la révolution russe ». Surtout, Jules Humbert-Droz, personnage important du socialisme chrétien chaux-de-fonnier de l'époque, ne tarit pas d'éloge sur la révolution russe. Ses articles dans *La Sentinelle* s'en font largement l'écho<sup>66</sup>. Même le pasteur Pettavel<sup>67</sup>, très proche des socialistes chrétiens, prend, pour un temps, le parti de la jeune révolution. Une prise de position qui lui vaut d'être vivement critiqué par Martin Naef, fondateur de l'entreprise agroalimentaire Chuit & Naef à Genève. Il écrit au pasteur – lettre que nous avons trouvée dans le Fonds Paul Pettavel – des mots peu flatteurs à l'encontre de Lénine et de la révolution bolchevique<sup>68</sup>. Martin Naef tire ses informations de discussions qu'il a eues avec le Dr Bruckmann,

<sup>64</sup> VCH-BVFSP, JHD n°00011, Lettre de l'Église du peuple à Jules Humbert-Droz, 10 septembre 1917.

<sup>65</sup> Jules Humbert-Droz, *Mon évolution du tolstoïsme au communisme*, op. cit., p. 252.

<sup>66</sup> *La Sentinelle*, février 1917-janvier 1920.

<sup>67</sup> Né le 6 avril 1861 à Fleurier (NE) et décédé le 9 juillet 1934 à Genève, Paul Pettavel reçoit la consécration en 1884, après avoir suivi des études de théologie à la faculté de l'Église indépendante de Neuchâtel, puis à l'université de Bâle. Pasteur de l'Église indépendante de La Chaux-de-Fonds (1885-1903 et 1906-1911), il s'implique dans les questions sociales et politiques, en publiant notamment un journal hebdomadaire, *La Feuille du dimanche*, aux idées chrétiennes, pacifistes et sociales. Il est également le réorganisateur de l'Union chrétienne des jeunes, organisation aux accents progressistes et parfois conservateurs. Voir Peter Aerne, « Paul Pettavel », in *Dictionnaire historique de la Suisse*, 2009.

<sup>68</sup> VCH-BVFSP, PP-102-527.1, Lettre de Martin Naef à Paul Pettavel, 9 octobre 1918.

attaché de la légation suisse à Petrograd, Louis Perrot, son voisin, et le pasteur Paul Félix Brüscheiler de la paroisse franco-allemande de Moscou entre 1894 et 1918<sup>69</sup>. Il montre dans la lettre « [son] étonnement de ce que le bolchevisme et surtout son chef, Lénine, trouvent encore tant de crédit auprès » du pasteur Paul Pettavel. Plus généralement, Martin Naef critique l'ensemble des socialistes chrétiens pour leur soutien au nouveau régime bolchevique. Pettavel, à l'instar d'un certain nombre de socialistes chrétiens, au premier chef Hélène Monastier, prend rapidement ses distances avec la révolution bolchevique et se range du côté des chefs sociaux-démocrates, tels qu'Ernest-Paul Graber et Charles Naine.

Lors du VI<sup>e</sup> congrès de la FRSC du 14 au 15 juin 1919, les délégués prennent la résolution suivante : « chacun des membres de l'USC doit rester parfaitement libre d'adhérer aux doctrines [bolchevisme ou socialisme collectiviste] qui lui paraîtront les plus justes et les plus fécondes »<sup>70</sup>. De l'extérieur, les socialistes chrétiens et l'Église du peuple sont assimilés aux positions prises par leur pasteur Jules Humbert-Droz. On en veut pour preuve le manifeste signé dans *L'Impartial* par l'Union suisse, répondant au manifeste écrit par les socialistes chrétiens et les membres de l'Église du peuple concernant la votation sur une subvention de 10 000 francs accordée par la Commune de La Chaux-de-Fonds à l'Office social de l'Union ouvrière chaux-de-fonnière. Les membres de l'Union suisse dénoncent ouvertement le fait que « la vérité, d'après le chef de l'Église du peuple, veut que par la guerre de classe et le coup de force on aboutisse à la dictature d'une classe sur une autre classe ; la vérité, c'est que l'un triomphe de celui qui a été abattu ; la vérité, pour M. Humbert-Droz dont l'Église du peuple se réclame, c'est que sur les ruines de la patrie quelque chose s'élève qui soit à l'image de M. Humbert-Droz et à l'image de ceux dont lui aussi se réclame, orgueilleux inconscient qui ont fait le calvaire du peuple russe »<sup>71</sup>. La révolution bolchevique, les positions de Jules Humbert-Droz et les adresses de l'Église du peuple sont mises sur pied d'égalité.

<sup>69</sup> Cyrill Tchimirin, « Paul Félix Brüscheiler », in *Dictionnaire historique de la Suisse*, 2005.

<sup>70</sup> Hélène Monastier, « Échos du congrès », *L'Espoir du monde*, 12<sup>e</sup> année, n° 8, août 1919, p. 119.

<sup>71</sup> « Réponse à l'Église du peuple », *L'Impartial*, 39<sup>e</sup> année, n° 11 751, 26 mars 1919, p. 4.

Pourtant, à bien considérer la question, ce relativisme ne tient pas face aux antagonismes qui se font de plus en plus jour au sein des socialistes chrétiens. Le recours à la violence révolutionnaire chez les bolcheviks divise les militants et des fractures apparaissent.

*Le temps des doutes et des ruptures :  
la violence révolutionnaire au cœur du débat*

Dès la prise de pouvoir des bolcheviks en octobre 1917, les critiques sont nombreuses dans les colonnes de *L'Espoir du monde*. Paul Passy n'hésite pas à qualifier l'idéologie bolchevique de « fanatisme furieux » et de poursuivre que « ces fous [sont] commandés par des traîtres »<sup>72</sup> qui « ont chassé, arrêté ou mis à mort » les partisans de Kerenski. Et il continue en discréditant ce « gouvernement maximaliste [...] ayant à sa tête le répugnant Lénine ». Comme nous l'avons souligné plus haut, dans un premier temps, les socialistes chrétiens romands s'opposent à la vision négative développée par le Français Paul Passy. Mais au fur et à mesure de l'avancée de la révolution, le ton se fait plus virulent à l'encontre du nouveau communisme. Hélène Monastier<sup>73</sup> et Pierre Reymond prennent à partie Jules Humbert-Droz sur son soutien de plus en plus appuyé aux thèses de Lénine, dont la guerre révolutionnaire. Une thèse qui est en rupture avec ses principes de jeunesse et qu'il continuera à défendre quelques années plus tard au secrétariat du Komintern.

Dans *La Sentinelle*, Jules Humbert-Droz rapporte la tenue des débats durant le V<sup>e</sup> congrès de la FRSC et en fait émerger les antagonismes qui existent entre la nécessité « d'une révolution spirituelle, sociale, un changement complet et de fond de toute notre civilisation moderne »<sup>74</sup> et le fait de condamner la violence révolutionnaire que beaucoup tiennent pour « stérile et destructrice ». Hélène Monastier parle même de repousser « l'emploi de la force brutale aussi bien dans une révolution que dans les conflits internationaux »<sup>75</sup>. C'est également Hélène Monastier

<sup>72</sup> « Fait divers », *L'Espoir du monde*, décembre 1917, 10<sup>e</sup> année, n° 12, p. 140.

<sup>73</sup> Née le 2 décembre 1881 à Payerne et morte le 7 mars 1976 à Lausanne, Hélène Monastier enseigna à l'école privée Vinet à Lausanne de 1904 à 1943. Elle fréquenta dès 1910 la Maison du peuple de Lausanne et devint membre des socialistes chrétiens romands, ainsi que leur dirigeante à partir de 1913. Dès 1917, elle se rapprocha des quakers, par l'intermédiaire de Pierre Cérésolle. Voir Marc van Wijnkoop Lüthi, « Hélène Monastier », in *Dictionnaire historique de la Suisse*, 2019.

<sup>74</sup> Jules Humbert-Droz, « Au congrès des socialistes chrétiens romands », *La Sentinelle*, 34<sup>e</sup> année, n° 108, 14 mai 1918, p. 1.

<sup>75</sup> *Ibid.*

qui aurait incité, le 20 août 1919, John Baudraz – ancien réfractaire et chrétien antimilitariste – à écrire une lettre à Jules Humbert-Droz pour critiquer les nouvelles dispositions du pasteur à la violence verbale, en faisant référence à ses écrits dans les colonnes de *La Sentinelle*<sup>76</sup>. L'instituteur ne s'arrête pas là et il condamne également les visées destructrices de son ancien « camarade ». Si Hélène Monastier garde des liens d'amitié avec le futur secrétaire de l'IC, elle restera très critique sur la voie empruntée par ce dernier à partir de 1919, et ce jusqu'à son exclusion des rangs du Parti communiste suisse en 1943. Plus tard, lorsque Jules Humbert-Droz évoque l'année 1919 dans ses mémoires, il écrira que « [sa] foi dans l'action des socialistes chrétiens en fut définitivement ébranlée ». Le fondateur de l'Église du peuple cesse d'être socialiste chrétien, puis chrétien, puis socialiste ; et il devient un fervent partisan du bolchevisme. Son Église ne survit pas à cette évolution politique et se dissout aux débuts de l'année 1920. À cette époque, déjà, l'Église du peuple ne se réunissait plus. Pourtant, il faut attendre le mois de juin 1921 pour connaître la décision de Jules Humbert-Droz de démissionner de la Fédération romande des socialistes chrétiens, lors du congrès des socialistes chrétiens de langue française qui s'est tenu à Lausanne. Hélène Monastier tient à souligner que « rien ni personne n'obligeait J. H.-D. à cette décision. Les principes de libéralisme qui sont à la base de notre fédération et laissent à chacun de ses membres la responsabilité de ses opinions personnelles permettent à des communistes chrétiens de rester dans nos rangs. Pour nous, bien que nous déplorions l'évolution de J. H.-D., nous nous attristons à le voir briser le dernier lien qui le rattachait à un groupement chrétien et à nombre de ses meilleurs amis »<sup>77</sup>.

## Conclusion

Née dans le sillage de la Fédération romande des socialistes chrétiens, l'Église du peuple connaît une existence éphémère de juillet 1916 à janvier 1920. Voulant concurrencer les Églises institutionnalisées dans la région de La Chaux-de-Fonds, elle n'a pas le succès escompté. Numériquement faible, elle n'arrive pas à percer et reste à l'état embryonnaire. Essayant, pourtant, de créer un cercle de sociabilité chez

<sup>76</sup> Michel Busch, « John Baudraz et Jules Humbert-Droz, objecteurs au nom de Dieu », *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 32, 2016, p. 99.

<sup>77</sup> Hélène Monastier, « Congrès des socialistes chrétiens », *L'Essor*, 16<sup>e</sup> année, n° 6, 18 juin 1921, p. 3.

les socialistes chrétiens, ses moyens sont trop faibles pour espérer devenir une véritable organisation de masse. L'Église du peuple est même tentée de tisser des liens avec d'autres Églises, mais toutes ces tentatives se soldent par des échecs, et l'amènent à lutter le plus souvent seule. Néanmoins, elle est une caisse de résonance pour les idées du socialisme chrétien et pour une théologie très libérale qui rompt avec la tradition protestante. Ses principaux combats sont la justice, la moralité et la dénonciation des croyances dévoyées par l'argent et le pouvoir. Mais les dissensions au sein du mouvement socialiste chrétien finissent par achever l'Église du peuple, qui disparaît en janvier 1920. Ainsi, le socialisme chrétien dans son ensemble aura du mal à se relever de cet état après la Grande Guerre. Et il faudra attendre les années 60 pour qu'il puisse jouer un rôle de premier ordre dans les combats pacifistes menés contre l'atome et la guerre.